



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté préfectoral n° 2602/2026/01
fixant des prescriptions complémentaires**

**à la société SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP) pour son établissement
situé sur la plate-forme Induslacq (commune de Mont – 64 300)**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et ses articles R. 181-46 et R. 515-68 ;
- VU** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive) ;
- VU** la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (directive EIE), et notamment son annexe III ;
- VU** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 2915.1 et 2915.2) ;

- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les actes antérieurement délivrés à la société SIAP pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Mont, notamment l'arrêté préfectoral n° 06/IC/058 du 24 février 2006 et l'arrêté préfectoral n° 2602/2017/52 du 19 décembre 2017 ;
- VU** en particulier l'arrêté préfectoral n° 2602/2019/041 du 8 août 2019 prescrivant une caractérisation des émissions atmosphériques du site et le bilan de l'exploitant remis en réponse le 23 octobre 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2024/BAE/005 du 16 avril 2024 fixant les modalités de mise à disposition du public du dossier de réexamen IED et de la demande de dérogation aux NEA-MTD relatives à l'incinération des déchets ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Lacq – Mont approuvé le 6 mai 2014 ;
- VU** le porter-à-connaissance du 29 juillet 2022, ses compléments du 10 janvier 2023 et du 25 août 2025 déposés par la société SIAP, concernant la modification de l'unité d'incinération ;
- VU** le dossier de ré-examen IED et le rapport de base du 3 décembre 2020, complétés le 19 septembre 2022 et le 9 janvier 2023 ;
- VU** les demandes de modifications et compléments au dossier de réexamen IED formulées dans le rapport d'instruction du 17 juin 2022, transmis à l'exploitant le 25 juillet 2022, auxquelles il a répondu par courriers du 19 septembre 2022 et du 9 janvier 2023 ;
- VU** la demande de dérogation aux niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) transmis à l'inspection le 14 février 2024, complétée le 19 mars 2024 établie en application des dispositions de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement ;
- VU** les résultats de la consultation du public susmentionnée ;
- VU** la sollicitation par courrier du 19 mai 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine (DREAL NA) pour avis du conseil régional de la Nouvelle-Aquitaine (CR NA, planificateur) sur la demande d'extension de la zone de chalandise de la SIAP ;
- VU** la délibération du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine suite à la commission permanente du lundi 7 juillet 2025 délivrant un avis favorable avec recommandation ;
- VU** la proposition du 25 août 2025 de la société SIAP, de réduire le niveau d'émission des NO_x de 195 mg/m³ à 190 mg/m³ ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 5 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis en date du 18 décembre 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 19 décembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser le tableau de classement ICPE, compte-tenu notamment de l'augmentation d'activité au titre de la rubrique 3550 (sans dépassement du seuil 50 t) ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser les prescriptions en matière de prévention de la pollution atmosphérique, compte tenu notamment du bilan remis le 23 octobre 2020 en réponse à l'arrêté préfectoral du 8 août 2019 susvisé ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser les prescriptions en matière de gestion des déchets ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable délivré par le CRNA dans sa délibération du 7 juillet 2025 susvisée, assorti d'une recommandation sur le respect du principe de proximité, notamment pour les déchets dangereux, avec par ordre de priorité local, régional puis national ;

CONSIDÉRANT le changement d'exutoire des boues de la station d'épuration de Pau au profit d'installations de méthanisation ;

CONSIDÉRANT que les boues de la station d'épuration de Pau constituaient la principale source d'approvisionnement en déchet de la SIAP ;

CONSIDÉRANT la nécessité, pour la société SIAP, de diversifier ses sources d'approvisionnement en déchets de façon à pérenniser le fonctionnement de ses installations ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées visent à :

- Implanter deux nouvelles cuves de stockage (volume unitaire : 32 m³) de déchets liquides industriels susceptible d'être classés comme déchets dangereux ;
- Implanter un poste de dépotage permettant d'alimenter les deux cuves susmentionnées ;
- La mise en place d'équipements permettant d'injecter des liquides et/ou d'additionner des liquides aux boues afin d'obtenir un équilibre thermique optimisé pour le four ;
- Modifier et diversifier la typologie des déchets susceptible d'être traités sur le site, en particulier en recevant une part plus importante de déchets industriels. La quantité totale de déchets traités ne change pas ;

CONSIDÉRANT que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3520-b, et que les conclusions sur les MTD disponibles associée à cette rubrique sont celles visées à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des MTD décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et doivent respecter les NEA-MTD décrits dans les conclusions MTD relatives aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets ;

CONSIDÉRANT que, selon le dossier de demande de dérogation déposé par SIAP, cet exploitant ne parviendra pas, à court terme et à un coût raisonnable, à respecter en permanence les NEA-MTD relatifs aux NO_x et au NH₃ ;

CONSIDÉRANT que l'étude de risques sanitaires présentée à l'appui de la demande de l'exploitant montre que les VLE proposées par SIAP pour ces deux substances, en substitution des valeurs limites d'émission (VLE) fixées par l'arrêté du 17 décembre 2019, ne révèlent pas de risque sanitaire ;

CONSIDÉRANT que les VLE proposées par SIAP pour les NO_x et le NH₃ sont inférieures aux VLE de l'arrêté préfectoral n° 06/IC/058 susmentionné, et constituent une amélioration en matière de rejets atmosphériques ;

CONSIDÉRANT que, pour le reste, le dossier de réexamen remis par SIAP démontre la conformité aux meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans les documents de référence (BREF) ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé prévoit que les arrêtés préfectoraux encadrant le fonctionnement des usines d'incinération soient assortis de prescriptions spécifiques en matière de maîtrise des risques (notamment incendie) et de prévention des pollutions ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite de l'instruction de l'étude de dangers intégrée au porter à connaissance (PAC) susvisé, il convient d'imposer à l'exploitant plusieurs dispositions complémentaires prévues afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et de permettre de répondre aux exigences de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la modification projetée ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que malgré l'absence de modification substantielle et la présence d'une demande de dérogation aux NEA-MTD pour deux paramètres (NO_x et NH₃), il est nécessaire de solliciter l'avis du CODERST ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

ARRÊTE

Article premier : Objet

La société SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP), dont le siège social est situé Boulevard de l'Industrie, BASSENS, 33565 CARBON BLANC cedex, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de Mont.

Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'annexe I et II du présent arrêté remplacent les prescriptions suivantes :

- prescriptions des chapitres 5 et 7, 9.13 de l'annexe 2 de l'arrêté n° 06/IC/058 du 24 février 2006 ;
- prescriptions des articles 3.12, 4.7, 8.2 et 9.13 de l'annexe 2 de l'arrêté n° 06/IC/058 du 24 février 2006 ;
- prescriptions de l'article 3, 4 et 7 de l'arrêté n° 2602/2017/52 du 19 décembre 2017.

Cet arrêté complète les prescriptions de l'article 10.3 de l'arrêté n° 06/IC/058 du 24 février 2006.

Article 3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du Code de l'environnement.

Article 4 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mont et peut y être consultée par les personnes intéressées,

2° un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Mont pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Mont,

3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

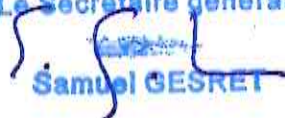
Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Mont, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRÉNÉES (SIAP).

Pau, le 27 JAN. 2026

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,


Samuel GESRET

ANNEXE I -

Table des matières

1 - conditions générales.....	8
ARTICLE 1.1 - Nature des installations.....	8
ARTICLE 1.2 - Réexamen périodique.....	9
ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
ARTICLE 1.4 - Périmètre d'éloignement-zones de protection.....	10
ARTICLE 1.5 - Modifications et cessation d'activité.....	10
ARTICLE 1.6 - Réglementation.....	11
2 Gestion de l'établissement.....	13
ARTICLE 2.1 - Exploitation des installations.....	13
ARTICLE 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables.....	13
ARTICLE 2.3 - Intégration dans le paysage.....	14
ARTICLE 2.4 - Danger ou nuisance non prévenu.....	14
ARTICLE 2.5 - Incidents ou accidents.....	14
ARTICLE 2.6 - Programme d'autosurveillance.....	14
3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	16
ARTICLE 3.1 - Conception des installations.....	16
ARTICLE 3.2 - Conditions de rejet.....	18
ARTICLE 3.3 - Conditions générales de rejet.....	19
ARTICLE 3.4 - Valeurs limites d'émission.....	19
ARTICLE 3.5 - Oxydes d'azote et ammoniac – bilan.....	21
ARTICLE 3.6 - Conditions de respect des valeurs limites de rejet dans l'air.....	22
ARTICLE 3.7 - Limitation des émissions dans l'air.....	23
ARTICLE 3.8 - Plate-forme de mesure.....	23
ARTICLE 3.9 - Indisponibilité des dispositifs de traitement.....	23
ARTICLE 3.10 - Indisponibilité des dispositifs de mesure.....	24
ARTICLE 3.11 - Autosurveillance des rejets canalisés dans l'atmosphère.....	24
ARTICLE 3.12 - Autosurveillance des rejets diffus.....	26
ARTICLE 3.13 - Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC).....	26
ARTICLE 3.14 - Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation.....	27
4 - Prévention et gestion des déchets.....	28
ARTICLE 4.1 - Installations concernées.....	28
ARTICLE 4.2 - Production de déchets.....	28
ARTICLE 4.3 - déchets reçus par l'installation.....	30
ARTICLE 4.4 - Réception et contrôle des déchets.....	32
5 - SOLS ET EAUX SOUTERRAINES.....	36

ARTICLE 5.1 - Surveillances sols et eaux souterraines.....	36
ARTICLE 5.2 - mesures de protection du sol et des eaux souterraines.....	37
6 – Prévention des risques et Mesures de protection d'intervention.....	38
ARTICLE 6.1 - Foudre.....	38
ARTICLE 6.2 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	38
ARTICLE 6.3 - Ressources en eau pour assurer la défense incendie de l'établissement.....	39
ARTICLE 6.4 - Autres dispositions préventives en matière de prévention des risques.....	39
ARTICLE 6.5 - SUIVI de la qualité des émulseurs.....	40
ARTICLE 6.6 - Ressources humaines internes pour la lutte incendie et moyens mobiles d'intervention disponibles.....	40
ARTICLE 6.7 - Prévention des pollutions – confinement des eaux d'extinction d'incendie.....	40
ARTICLE 6.8 - Prévention des risques liés à l'utilisation de NH ₃	41

1 - CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.1.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement suivant remplace tout tableau de classement antérieur.

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
277X	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux (rubrique 2770) et non dangereux (rubrique 2771)	6000 tonnes de matière sèche (MS) par an de boues et résidus industriels <i>soit au maximum 30 000 tonnes par an à une siccité minimum de 20 %</i>
2770	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	4500 tonnes de matière sèche (MS) par an de boues et résidus industriels <i>soit au maximum 22 500 tonnes par an à une siccité minimum de 20 %</i>
2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	4500 tonnes de matière sèche (MS) par an de boues et résidus industriels <i>soit au maximum 22 500 tonnes par an à une siccité minimum de 20 %</i>
3510	A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • traitement biologique • traitement physico-chimique • mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 • reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 • récupération/régénération des solvants • recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques • régénération d'acides ou de bases • valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution • valorisation des constituants des catalyseurs • régénération et autres réutilisations des huiles • lagunage 	Mélange des boues avant incinération : 18 tonnes de matière sèche par jour <i>à une siccité minimum de 20 %, soit au maximum 90 tonnes par jour</i>
3520.a	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Maximum 3,75 t/h à une siccité minimum de 20 % <i>dans la limite de 4500 tonnes de matière sèche (MS) par an</i>
3520.b (rubrique IED principale)	A	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour	Maximum 68 t/j à une siccité minimum de 20 % <i>dans la limite de 4500 tonnes de matière sèche (MS) par an</i>

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Un silo de 100 m ³ pour les boues industrielles (100 t) + 2 cuves de 32 m ³ de déchets liquides dangereux (24,5 tonnes chacune) Total : 149 tonnes
2915.2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, a quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) étant supérieure à 250 l	Huile thermique : 4900 litres

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration)

L'établissement fait partie des établissements dit « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'environnement car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3520-b relative à l'incinération de déchets, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WI (incinération des déchets).

ARTICLE 1.2 - RÉEXAMEN PÉRIODIQUE

En application de l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au Préfet des Pyrénées-Atlantiques, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement, le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

ARTICLE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.4 - PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT-ZONES DE PROTECTION

Dans le cadre du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de Lacq – Mont approuvé le 6 mai 2014, des zones de protection contre les effets d'un accident majeur sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de la société SIAP et des autres établissements de la plate-forme industrielle de Lacq.

ARTICLE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 1.5.2 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.5.4 - Changement d'exploitant

La demande de changement d'exploitant fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire. Le nouvel exploitant adresse également au préfet les documents justifiant de ses capacités techniques et financière.

Article 1.5.5 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel. L'exploitant mène toute réhabilitation nécessaire en vue de permettre l'implantation d'activités de type industriel. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP (classification, étiquetage et emballage des substances et mélanges). Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. Si l'installation a été, par

rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 512-30 et R. 512-39-2. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

ARTICLE 1.6 - RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1 - Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux
Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux
Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 2915.1 et 2915.2)
Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement
Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Article 1.6.2 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.1.3 - Organisation du retour d'expérience

Sur la base des observations recueillies au cours des vérifications périodiques du matériel, des exercices, des incidents et accidents survenus dans l'établissement ou des établissements semblables, des déclenchements d'alerte et de toutes autres informations concernant la fonction sécurité-environnement, l'exploitant tire les enseignements et le retour d'expérience intéressant l'établissement.

Les consignes d'exploitation et de sécurité, ainsi que la formation du personnel sont, si nécessaire, revues et modifiées en tenant compte du retour d'expérience

ARTICLE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1 - Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

ARTICLE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2 - Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

ARTICLE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1 - Danger ou nuisance non prévu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

ARTICLE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 - Déclaration et rapport

1. En accord avec l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu à déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 2.6.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Le présent arrêté définit le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 2.6.2 - Mesures comparatives

Pour l'ensemble des paramètres mentionnés au paragraphe 3.11.1 et faisant l'objet d'une mesure en continu, l'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, une fois tous les 6 mois. Les résultats de ces mesures comparatives sont transmises à fréquence semestrielle.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol

et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.6.3 - Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit dans un délai de deux mois suivant la fin de chaque mois calendaire, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois concerné. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 - Pollutions accidentelles

Des dispositifs visibles de jour comme de nuit indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

La désodorisation du hall de dépotage, des silos de stockage de boues et des cuves de déchets liquides se fait par incinération des composés organiques volatils émis.

En période d'arrêt du four, ces gaz sont adsorbés par une installation de traitement aux charbons actifs ou tout autre dispositif équivalent.

Les événements des cuves de stockage liquide sont adsorbés par une installation de traitement par charbons actifs ou tout autre dispositif équivalent.

Des détecteurs de gaz adaptés sont mis en place dans la fosse de dépotage et sont reliés à des alarmes au niveau du poste de contrôle.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.4 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5 - Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

ARTICLE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1 - Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 3.2.2 - Conduits et installations raccordées

Les différents points de rejet du site sont décrits dans le tableau ci-dessous :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Autres caractéristiques
1	Incinérateur	3,4 MW 6000 tonnes de boues sèches par an, soit au maximum 30 000 tonnes par an à une siccité minimum de 20 % 750 kg/h de déchets (matières sèches)	Traitement des fumées comprenant : - un pré-dépoussiérage des fumées via un multi-cyclone, - un système de filtration par voie sèche, comprenant l'injection de réactifs tels que le bicarbonate de sodium, et de traitement par charbon actif ainsi que les filtres à manches ;
	Hall du bâtiment dépotage des boues	Volume du hall de dépotage des boues : 1 760 m ³	Utilisé en air de fluidisation lorsque l'incinérateur est en fonctionnement. Air traité via le traitement des fumées de l'incinérateur.
	Évent du silo de stockage de boues non dangereuses	Volume du silo : 300 m ³	
	Évent du silo de stockage de boues dangereuses	Volume du silo : 100 m ³	
2	Hall du bâtiment dépotage des boues	Volume du hall de dépotage des boues : 1 760 m ³	En cas d'arrêt de l'incinérateur seulement, traitement des gaz par passage sur charbon actif, asservi sur détection H2S et CH4.
	Évent du silo de stockage de boues non dangereuses	Volume du silo : 300 m ³	
	Évent du silo de stockage de boues dangereuses	Volume du silo : 100 m ³	
3	Évent de la cuve de déchets liquides HPC	Volume de la cuve : 32 m ³	Traitement par charbon actif ou autre dispositif équivalent.
	Évent de la cuve de déchets liquides BPC	Volume de la cuve : 32 m ³	

ARTICLE 3.3 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Article 3.3.1 - Rejets canalisés

	Hauteur (en m)	Diamètre (en m)	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal (issu de l'ERS)	Débit maximal	Vitesse mini d'éjection (en m/s)
Conduit	21,5	0,75	Incinérateur,	6 569 Nm ³ /h	10 000 Nm ³ /h	12 m/s

N° 1			bâtiment de déchargement, événements des cuves de stockage des boues			
------	--	--	--	--	--	--

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) et, s'agissant du rejet de l'incinérateur (conduit n° 1), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à 11 % d'O₂.

Article 3.3.2 - Rejets diffus non fugitifs

Les conduits n° 2 et n° 3 sont considérés comme rejets diffus non fugitifs de part la nature intermittente et variable des rejets.

ARTICLE 3.4 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Article 3.4.1 - Valeurs limites dans les rejets atmosphériques issus des émissions de l'incinérateur

3.4.1.1 En conditions normales de fonctionnement

En conditions normales de fonctionnement (NOC) et en dehors des tolérances fixées à l'article 3.8 du présent arrêté, l'installation respecte les valeurs limites d'émissions fixées dans le présent article.

Paramètre	Code CAS	VLE pour le Conduit n°1				
		Concentration en mg/m ³			Flux	
		En moyenne journalière	En moyenne sur la période de référence	Période de référence	kg/jour	kg/an
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	50	100 (*) 150 (*)	demi-heure 10 minutes	7,88	2 870
Poussières totales, y compris particules fines	/	5	30	demi-heure	0,79	287
Composés organiques volatiles totaux (COVT)	/	10	20	demi-heure	1,57	575
Chlorure d'hydrogène (HCl)	7647-01-0	8	60	demi-heure	1,26	460
Fluorure d'hydrogène (HF)	7664-39-3	1	4	demi-heure	0,15	57
Dioxyde de soufre (SO ₂)	7446-09-5	40	200	demi-heure	6,30	2 300
NO _x	10102-44-0	190	400	demi-heure	29,97	10 363
NH ₃	7664-41-7	25	-	demi-heure	3,93	863
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	7440-38-2 7440-28-0	/	0,02	Échantillonnage (**)	0,00315	1,15
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) (***)	7439-97-6	0,02	0,02	Échantillonnage (**)	0,00315	1,15
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	/	/	0,3	Échantillonnage (**)	0,047	17,25
Dioxines et furannes (****)	/	/	0,08 ng/m ³	Échantillonnage (*****)	1,26*10 ⁻⁸	4,6 *10 ⁻⁶

(*) 150 mg/m³ pour au moins 95 % de toutes les valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ pour toutes les valeurs moyennes calculées sur une demi-heure sur 24 heures. L'exploitant transmet à l'inspection, la modalité retenue pour suivre le paramètre CO (moyennes calculées sur 10 min ou sur 30 min). Il informe l'inspection de tout changement des modalités de calcul.

(**) Période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

(***) un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³ sera réalisé.

(****) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

(*****) Pour les dioxines et furannes : Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. Une durée de prélèvement inférieure peut être définie par l'arrêté d'autorisation, notamment lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.

3.4.1.2 En conditions de fonctionnement R-EOT

En conditions de fonctionnement R-EOT et en dehors des tolérances fixées à l'article 3.8 du présent arrêté, l'installation respecte les valeurs limites d'émissions fixées dans le présent article.

Paramètre	Code CAS	VLE pour le Conduit n° 1		
		Concentration en mg/m ³		
		En moyenne journalière	En moyenne sur la période de référence	Période de référence
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	50	100 (*)	demi-heure
			150 (*)	10 minutes
Poussières totales, y compris particules fines	/	10	30	demi-heure
Composés organiques volatiles totaux (COVT)	/	10	20	demi-heure
Chlorure d'hydrogène (HCl)	7647-01-0	10	60	demi-heure
Fluorure d'hydrogène (HF)	7664-39-3	1	4	demi-heure
Dioxyde de soufre (SO ₂)	7446-09-5	50	200	demi-heure
NO _x	10102-44-0	200	400	demi-heure
NH ₃	7664-41-7	/	-	demi-heure
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	7440-38-2 7440-28-0	/	0,05	Échantillonnage (**)
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) (***)	7439-97-6	/	0,05	Échantillonnage (**)
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	/	/	0,5	Échantillonnage (**)
Dioxines et furannes (****)	/	/	0,1 ng/m ³	Échantillonnage (*****)

(*) 150 mg/m³ pour au moins 95 % de toutes les valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ pour toutes les valeurs moyennes calculées sur une demi-heure sur 24 heures.

(**) Période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

(****) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

(*****) Pour les dioxines et furannes : Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. Une durée de prélèvement inférieure peut être définie par l'arrêté d'autorisation, notamment lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.

Article 3.4.2 - Suivi des rejets atmosphériques diffus non fugitifs des conduits 2 et 3

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les rejets issus des conduits 2 et 3. Les flux équivalents annuels sont précisés en fonction du débit mesuré, et la mesure annuelle réalisée, selon l'article 3.12.1 de cet arrêté. Le nombre d'heures de rejet est estimé de la façon la plus précise possible.

Ces informations sont intégrées au bilan annuel de fonctionnement de l'installation transmis à l'inspection.

ARTICLE 3.5 - OXYDES D'AZOTE ET AMMONIAC – BILAN

Les valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.4.1 et issues de la demande de dérogation présentée par l'exploitant, seront reconsidérées sur la base d'un bilan de la surveillance de ces deux paramètres.

Ce bilan présentera également les améliorations mises en œuvre pour limiter les émissions de NO_x et de NH₃, ainsi que les gains obtenus. Il débouchera, le cas échéant, sur une proposition de nouvelles VLE – plus contraignantes – pour ces deux paramètres.

Ce bilan est à remettre à l'inspection des installations classées sous 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3.6 - CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES DE REJET DANS L'AIR

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 3.4 du présent arrêté pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.4.1 du présent arrêté ;
- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes ne dépassent les valeurs limites définies à l'article 3.4 du présent arrêté ;
- pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites à l'article 3.4 du présent arrêté ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³ ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m³.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 3.9 (indisponibilité des dispositifs de traitement) du présent arrêté ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.4.1 du présent arrêté :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Ammoniac : 40 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.4 du présent arrêté sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

Lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par un traitement des gaz de combustion, la valeur mesurée pour une substance polluante donnée n'est rapportée à la teneur en oxygène précisée plus haut que si celle-ci, mesurée au cours de la même période que la substance polluante concernée, dépasse la teneur standard en oxygène.

ARTICLE 3.7 - LIMITATION DES ÉMISSIONS DANS L'AIR

Les installations respectent également les dispositions propres :

- aux zones de protection spéciale qui demeurent applicables en application de l'article 18 du décret du 25 mai 2001 ;
- aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L. 222-4 du Code de l'environnement.

Les dispositions imposées par le présent arrêté relatives à la limitation des émissions peuvent être complétées par des mesures d'interdiction de l'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements prévues par les arrêtés instaurant des procédures d'alerte pris en application de l'article L. 223-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3.8 - PLATE-FORME DE MESURE

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe est implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme sont telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme permet d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.9 - INDISPONIBILITÉ DES DISPOSITIFS DE TRAITEMENT

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder **quatre heures** sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 3.11.1 du présent arrêté montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à **soixante heures**.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

ARTICLE 3.10 - INDISPONIBILITÉ DES DISPOSITIFS DE MESURE

a) Dispositifs de mesure en semi-continu.

Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques (durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques) ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.

b) Dispositifs de mesure en continu.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu des effluents atmosphériques (durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques) ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

ARTICLE 3.11 - AUTOSURVEILLANCE DES REJETS CANALISÉS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 3.11.1 - Auto surveillance des émissions atmosphériques issues de l'incinérateur

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Le flux journalier et l'équivalent annuel sont précisés en fonction du débit mesuré.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées ci-dessous :

Autosurveillance pour le Conduit n°1				
Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthode de mesure (si nécessaire)	Fréquence de transmission
Débit	En continu	Oui	/	Mensuelle
Température	En continu	Oui	/	Mensuelle
Oxygène (O ₂)	En continu	Oui	/	Mensuelle
Vapeur d'eau (H ₂ O) (1)	En continu	Oui	/	Mensuelle
Monoxyde de carbone (CO)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Poussières totales	En continu	Oui	EN génériques et EN 13284-2	Mensuelle
Carbone organique volatile total (COVT)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Fluorure d'hydrogène (HF) (2)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Dioxyde de soufre (SO ₂)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Oxydes d'azote (NO _x)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Ammoniac (NH ₃)	En continu	Oui	EN génériques	Mensuelle
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) (***)	En continu	Oui	EN génériques et EN 14884	Mensuelle
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	Semestrielle	Non	Organisme extérieur accrédité COFRAC	Semestrielle
Total des autres métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V)	Semestrielle	Non	Organisme extérieur accrédité COFRAC	Semestrielle

Autosurveillance pour le Conduit n°1				
Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthode de mesure (si nécessaire)	Fréquence de transmission
Dioxines et furannes PCDD/PCDF (3)	Semi-continu 4 semaines à fréquence mensuelle	Non	Cartouches par un organisme accrédité EN 1948-2, EN 1948-3	Mensuelle
PCB de type dioxines (3), (4)	Semi-continu 4 semaines à fréquence mensuelle	Non	Cartouches par un organisme accrédité NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	Mensuelle
Benzo[a]pyrène	Annuelle	Non	Organisme extérieur accrédité COFRAC Norme NF X 43-329	Annuelle
Benzène (5)	Annuelle	Non	Organisme extérieur accrédité COFRAC	Annuelle
Chlorométhoxyméthane (5)	Annuelle	Non	Organisme extérieur accrédité COFRAC	Annuelle

(1) La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

(2) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

(3) Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 3.4 du présent arrêté, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

(4) Le suivi des PCB de type dioxines pourra être réduit à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm³.

(5) Le suivi du Benzène et du Chlorométhoxyméthane pourra cesser sur demande de l'exploitant, en fonction des résultats obtenus sur une durée d'au-moins 2 ans et après validation de l'Inspection

Article 3.11.2 - Modification du programme d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance est adaptable à tout moment sur initiative de l'inspection, ou sur demande de l'exploitant, selon les résultats acquis, après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3.11.3 - Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Les résultats des analyses demandées au titre III du présent arrêté, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats sont communiqués dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 3.11.1 du présent arrêté, montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées par l'article 3.4, et en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

Par ailleurs, ces résultats sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

ARTICLE 3.12 - AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DIFFUS

Article 3.12.1 - Auto surveillance des rejets des émissions atmosphérique issues des conduits 2 et 3

Autosurveillance pour les conduits n° 2 et 3			
Paramètres	Fréquence	Méthodes d'analyses	Fréquence de transmission
Carbone organique volatil total (COVT)	Annuelle	Organisme extérieur accrédité COFRAC Selon les méthodes en vigueur	Annuelle

L'exploitant s'assure que la mesure est effectuée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 3.13 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES EN CONDITIONS D'EXPLOITATION AUTRES QUE NORMALES (OTNOC)

La durée cumulée d'OTNOC ne peut pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêts planifiés.

ARTICLE 3.14 - SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.

Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence annuelle.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Ce programme s'appuie sur une technique « Utilisant les Milieux Environnants » (UME) à savoir les lichens. Toute évolution du programme de surveillance doit faire l'objet d'une proposition motivée soumise à validation préalable de l'inspection des installations classées.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 1.9 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 06/IC/058 du 24 février 2006.

4 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 4.1 - INSTALLATIONS CONCERNÉES

L'unité d'incinération présente les caractéristiques suivantes :

Capacité horaire de l'installation	750 kg de déchets (MS) / h Soit au maximum 3,75 tonnes par h à une siccité minimum de 20 %
Capacité annuelle de l'unité d'incinération	Jusqu'à 4 500 tonnes de matière sèche (MS) par an de boues et résidus industriels dangereux soit au maximum 22 500 tonnes par an à une siccité minimum de 20 %
	Jusqu'à 4 500 tonnes de matière sèche (MS) par an de boues et résidus industriels non dangereux soit au maximum 22 500 tonnes par an à une siccité minimum de 20 %
	Pour un total maximum de 6 000 tonnes MS / an soit au maximum 30 000 tonnes par an. à une siccité minimum de 20 %
Capacité d'entreposage des déchets	1 silo de 300 m ³ pour les boues non dangereuses 1 silo de 100 m ³ pour les boues dangereuses 1 cuve pour déchets liquides BPCI de 30 m ³ 1 cuve pour déchets liquides HPCI de 30 m ³ Total = 460 m ³
Pouvoir calorifique moyen des déchets	20 900 kJ/kg
Puissance thermique nominale de l'installation	3,4 MW
Résidus d'incinération (cendres volantes et REFIB)	1 silo de 100 m ³ de cendres volantes 1 silo de 40 m ³ dédié aux REFIB

L'installation se compose d'un sécheur, d'une ligne d'incinération par réacteur à lit fluidisé avec récupération de chaleur, d'un traitement sec des fumées avec pré-dépoussiérage et dispositif de filtration, d'une cheminée de 26,5 m, et de deux silos de résidus d'incinération d'une capacité totale de 140 m³ (dont un silo de 40 m³ dédié aux résidus des fumées d'incinération des boues).

ARTICLE 4.2 - PRODUCTION DE DÉCHETS

Article 4.2.1 - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets.

À cette fin, il convient de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

Article 4.2.2 - Conditions de stockage

Les résidus issus de l'incinération sont stockés dans deux silos de capacité totale 140 m³ avant envoi en installation de stockage de déchets dangereux.

Les purges d'huile thermique sont collectées dans un réservoir de 900 litres sur rétention.

Les stockages temporaires avant recyclage ou élimination des déchets dangereux (dans le cadre d'une exploitation exceptionnelle) sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

Article 4.2.3 - Traçabilité

L'exploitant doit être en mesure de justifier l'élimination de tous les déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées.

Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation précise et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

L'exploitant tient en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont :

- poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ;
- cendres sous chaudière ;
- déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site ;
- déchets secs de l'épuration des fumées ;
- catalyseurs usés provenant, par exemple, de l'élimination des oxydes d'azote ;
- charbon actif usé provenant de l'épuration des fumées ;
- cendres sous cyclone d'incinérateur à lit fluidisé.

Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés.

Suivant les dispositions de l'article R. 541-45 du Code de l'environnement, l'exploitant télédéclore sur Trackdéchets (R. 541-45) la remise de ses déchets à un tiers.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination fait l'objet d'une déclaration trimestrielle afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Article 4.2.4 - Élimination et surveillance des résidus de l'épuration des fumées

Les résidus de l'épuration des fumées, même traités, ne doivent en aucun cas être mélangés avec des résidus urbains.

Ces déchets de la dépollution des fumées ne peuvent être stockés qu'en centres de stockage de déchets ultimes en respectant les critères d'admissibilité de ces mêmes centres.

Une analyse au moins par trimestre des différents résidus de l'épuration des fumées doit être effectuée sur un échantillon composite. En particulier, un test de lixiviation doit être réalisé, conformément au protocole défini par la norme X 31-210. Les analyses portent notamment sur la fraction soluble et les teneurs en métaux lourds et permettent de définir la filière d'élimination.

Article 4.2.5 - Suivi des déchets produits

Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 du Code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;

- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.

Ces éléments sont à télédéclarer sur l'application Trackdéchets pour ses déchets non dangereux et dangereux.

Conformément aux dispositions de l'article R 541-44 du code de l'environnement, l'exploitant procède à une déclaration annuelle sur la nature, la quantité et la destination des déchets dangereux produits.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 4.3 - DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

Article 4.3.1 - Origine géographique des déchets

Sont admis les déchets dangereux et non dangereux inscrit à l'annexe II du présent arrêté.

Sont admis les déchets suivants, selon leur provenance et par ordre de priorité :

- Pour les déchets non dangereux hors boues de STEP urbaines : priorité est donnée aux déchets du département des Pyrénées-Atlantiques, puis aux départements limitrophes à l'installation.
- Pour les boues de STEP urbaines non dangereuses non valorisable (notamment en méthanisation, en épandage ou en compostage) : priorité est donnée aux déchets du département des Pyrénées-Atlantiques, puis de la région Nouvelle-Aquitaines et enfin du National.
- Pour les déchets dangereux : priorité est donnée aux déchets du département des Pyrénées-Atlantiques, puis de la région Nouvelle-Aquitaines, puis du National et enfin de l'Espagne.

Conformément à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement, l'exploitant respecte :

- la hiérarchie des modes de traitement des déchets,
- le principe de proximité de gestion des déchets.

Pour les déchets produits hors région Nouvelle-Aquitaine, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tout élément justifiant le respect des prescriptions relatives au principe de proximité telles que détaillées à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.

Article 4.3.2 - Liste des déchets admis

Les déchets admis sont compatibles avec l'équipement de traitement (four à lit fluidisé). Ce sont :

- des boues provenant de STEP urbaines,
- toutes les typologies de déchets industriels correspondant à des boues (STEP industrielles ou autres origines),
- des déchets liquides (eaux souillées et déchets d'huile ou hydrocarbures).

La liste des déchets admis, selon leur code, est donnée en annexe II du présent arrêté.

L'incinération de déchets autres que ceux indiqués dans le présent article est interdite.

Article 4.3.3 - Caractéristiques des déchets admis

La composition des déchets admis ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

Paramètre	Valeur limite
Teneurs en PCB – PCT	50 ppm
Chlore	1,00 %
Fluor	0,10 %
Brome	5 %
Iode	5 %
Soufre	2 % pour les boues urbaines et 5 % pour les boues industrielles
Mercure	10 mg/kg MS
Cadmium et Thallium et leur composés	10 mg/kg MS
Métaux lourds (Sb + As + Pb + Cr tot + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Tl + Te + Zn et leurs composés)	5 000 mg/kg MS
Absence de radioactivité	1 µS/h

L'exploitant doit intégrer aux analyses d'acceptation préalable (article 4.4.2) les paramètres suivants :

- pouvoir calorifique,
- humidité ou siccité,
- teneur en cendre,
- granulométrie, à l'exclusion des boues et liquides.

La granulométrie et la siccité des déchets admis doivent être compatibles avec la typologie de déchets énoncés à l'article 4.3.2.

Le respect des valeurs limites doit permettre de garantir la conformité des rejets atmosphériques et des effluents aqueux.

Article 4.3.4 - Déchets non admissibles sur le site

Les déchets suivants sont interdits sur le site (transit et traitement) :

- déchets radioactifs,

- déchets explosifs,
- ordures ménagères sauf les déchets dangereux des ménages triés,
- déchets contenant des PCB et des PCT > 50 ppm,
- déchets extrêmement inflammables (point éclair inférieur à 23 °C et température d'ébullition <35 °C).

Article 4.3.5 - Quantités maximales de déchets stockés sur le site

Les quantités de déchets maximales stockées sur le site sont limitées comme suit :

Type de déchets	Tonnage maximal
Déchets liquides BPCI	24,5 tonnes
Déchets liquides HPCI	24,5 tonnes
Boues industrielles	100 tonnes
Boues urbaines	300 tonnes
Résidus d'incinération – cendres volantes du multicyclone	100 tonnes
Résidus d'incinération du traitement des fumées	40 tonnes

ARTICLE 4.4 - RÉCEPTION ET CONTRÔLE DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

Article 4.4.1 - Procédure de caractérisation et acceptation préalable des déchets

L'exploitant établit et met en œuvre une procédure écrite de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets.

Avant d'admettre un déchet dans son installation, les déchets sont soumis à une procédure d'acceptation préalable. L'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut au détenteur, des informations sur les déchets, et réalise un échantillonnage et une caractérisation des déchets, afin d'obtenir suffisamment d'informations sur la composition des déchets.

Cette information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à être incinéré :

- La provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
- L'identification du déchet, incluant le code européen du déchet et l'opération ayant mené à générer le déchet ;
- Les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;
- Les caractéristiques physiques du déchets ;
- La composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement d'incinération prévu ;
- Les propriétés de danger du déchet, incluant les mentions de danger ;
- Les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
- Les modalités de la collecte et de la livraison ;
- Les quantités prévues.

La caractérisation préalable du déchet est réalisée par l'exploitant. Il sollicite l'envoi d'un ou de plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réalise ou fait réaliser par un laboratoire compétent, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet. Les analyses comportent à minima les paramètres définis par l'article 4.3.3, ainsi que le pouvoir calorifique du déchet. L'exploitant prend en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets pour déterminer les substances additionnelles à analyser.

En ce qui concerne les boues industrielles, le producteur de déchets ou, à défaut le détenteur, fournit les informations suivantes :

- Les raisons du classement SEVESO lorsque le déchet provient d'un site SEVESO ;
- La présence de substances spécifiques liés au classement SEVESO de l'établissement générant le déchet lorsque le déchet provient d'un site SEVESO ;
- Les teneurs dans le déchet des substances suivantes :
 - Méthanol ;
 - Hexachlorobenzène ;
 - Benzyl nitrile ;
 - Acetochlor ;
 - Dodecen-yl-succinic-anhydride ;
 - Disiloxane hexaméthyl ;
 - Anthracène ;
 - Naphthalène.

Les éléments recueillis auprès des producteurs et les résultats d'analyses des substances mentionnées ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur la base de ces éléments, l'exploitant conclut quant :

- à la nécessité de procéder à des analyses supplémentaires dans le cadre de l'acceptation du déchet,
- aux éventuelles propriétés de dangers SEVESO du déchet telles que définies dans les rubriques 4100 à 4899 de la nomenclature des installations classées,
- à la possibilité d'admettre le déchet et la quantité de déchets maximale susceptible d'être admise sur le site compte tenu de son classement.

Ces éléments doivent être consignés par écrits et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.2 - Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à incinérer le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Dans le cadre de la procédure de délivrance du certificat d'acceptation préalable, l'exploitant consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :

- la composition chimique principale du déchet brut,
- le pouvoir calorifique.
- l'humidité ou siccité
- la teneur en cendre
- la granulométrie, à l'exclusion des boues et liquides.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

La procédure d'acceptation préalable est renouvelée dans son intégralité tous les ans.

Article 4.4.3 - Détermination de la masse des déchets entrants

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation. À cette fin, un pont-bascule muni d'une imprimante, ou tout autre dispositif équivalent, est installé à l'entrée du site. Sa capacité est d'au moins 50 tonnes.

Article 4.4.4 - Équipements de contrôle des déchets admis

Une aire d'attente intérieure est aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission des déchets. Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.

La vérification du niveau de radioactivité est effectuée à l'aide d'un radiamètre portatif sur le lot entrant tous les mois pour les producteurs réguliers de boues et de façon systématique pour les producteurs ponctuels ou occasionnels.

Article 4.4.5 - Contrôles d'admission

L'exploitant établit et met en œuvre une procédure écrite d'admission des déchets.

À l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable,
- de la présence d'un bordereau de suivi,
- d'une pesée du chargement,
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé au moins quatre mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates. L'exploitant réalise ses analyses sur l'autre échantillon, conformément à sa procédure d'admission.

De façon aléatoire, pour chaque déchet assimilable à une boue, l'exploitant fait réaliser un prélèvement périodique aléatoire à réception et réalise une analyse de l'ensemble des paramètres d'acceptation. L'exploitant définit, lors de la procédure d'acceptation du déchet, une analyse de l'ensemble des paramètres d'acceptation sur le prélèvement à réception. La fréquence des contrôles aléatoires est au minimum annuelle.

Pour les déchets dangereux non assimilables à des boues, l'exploitant définit, lors de la procédure d'acceptation du déchet, la fréquence des contrôles aléatoires lors de la livraison. Cette fréquence ne peut pas être inférieure à une vérification annuelle et doit tenir compte à la fois des propriétés de danger des déchets, des risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, et des incidences sur l'environnement. Il réalise, lors de ce contrôle aléatoire, l'analyse de tous les paramètres inclus lors des analyses préalables du déchet.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé et retourné au producteur. La liste des chargements refusés est inscrite dans le rapport annuel d'activité.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, un contrôle de tout chargement individualisé arrivant sur le site est réalisé.

Article 4.4.6 - Registres d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,
- la date et l'heure de la réception,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site.

L'absence de ces informations doit conduire au refus de la livraison.
Le bordereau électronique est alors complété en conséquence.

5 – SOLS ET EAUX SOUTERRAINES

ARTICLE 5.1 - SURVEILLANCES SOLS ET EAUX SOUTERRAINES

Article 5.1.1 - Programme de surveillance

L'exploitant dispose d'un programme de surveillance des eaux souterraines.

Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est constitué d'au-moins 3 piézomètres :

- deux puits de contrôle situés en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe (piézomètres J4 et K5A de la plateforme industrielle),
- et un puits de contrôle en amont (piézomètre n° 15A de la plateforme industrielle).

Les analyses sont effectuées sur un échantillon représentatif des effluents, sous sa responsabilité et à ses frais.

Les analyses, qui sont réalisées à une fréquence trimestrielle, portent sur les paramètres définis en fonction des activités exercées, des produits utilisés et des déchets générés. La liste des paramètres à mesurer comprend a minima les paramètres suivants :

- Analyses physico-chimiques : niveau piézométrique, pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO_2^- , NO_3^- , NH_4^+ , Cl^- , SO_4^{2-} , PO_4^{3-} , K^+ , Na^+ , Ca^{2+} , Mg^{2+} , Mn^{2+} , Sb, Co, V, Tl, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX et HAP ;
- Analyse biologique : DBO5 ;
- Analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles ;
- Hydrocarbures totaux.

Ce programme de surveillance pourra faire l'objet de modifications en fonction des résultats analytiques et après accord de l'inspection des installations classées.

Les résultats de ces prélèvements, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la campagne de mesures. Ils sont accompagnés de commentaires appropriés sur les résultats obtenus.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 5.1.2 - Surveillance du sol

L'exploitant dispose d'une surveillance des sols a minima tous les 10 ans.

Cette surveillance porte sur les paramètres suivants : As, Ba, Cd, Cr, Co, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V, Zn et hydrocarbures totaux (fractions $\text{C}_{10}\text{-C}_{12}$, $\text{C}_{12}\text{-C}_{16}$, $\text{C}_{16}\text{-C}_{21}$, $\text{C}_{21}\text{-C}_{35}$, $\text{C}_{35}\text{-C}_{40}$), HAP, CAV-BTEX, composés organiques halogénés volatils.

Cette surveillance est mise œuvre sur cinq sondages localisés comme indiqué dans le rapport de base remis dans le cadre du dossier de réexamen susvisé.

Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre de la campagne de mesures.

Ils sont accompagnés de commentaires appropriés sur les résultats obtenus.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des sols, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 5.2 - MESURES DE PROTECTION DU SOL ET DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant prend toutes dispositions pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en place afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

6 – PRÉVENTION DES RISQUES ET MESURES DE PROTECTION D'INTERVENTION

Les dispositions du présent chapitre complètent et modifient les dispositions des chapitres 9 et 10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral 06/IC/058 du 24 février 2006.

ARTICLE 6.1 - Foudre

Les dispositions foudre de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié susvisé s'appliquent à l'établissement.

Au regard du porter à connaissance susvisé et des modifications projetées des installations, l'exploitant est tenu de mettre à jour les études foudre de son établissement et le cas échéant, de compléter les protections contre les effets directs et indirects de la foudre pour les zones qui ne le seraient pas suffisamment. Ces études sont réalisées au plus tard 2 mois à compter de la notification du présent arrêté et les travaux de mise à niveau sont mis en œuvre dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6.2 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

En application de l'article 15 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé, l'installation est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps, ou tout incident, susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours.

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Pour assurer la prévention et la protection incendie de l'établissement, l'exploitant dispose des moyens présentés dans l'étude de dangers en vigueur pour son établissement et plus particulièrement :

- d'extincteurs et de robinets d'incendie armés répartis dans les zones à risque de l'établissement et protégés contre les effets du gel,
- de systèmes de détection incendie et/ou de détection explosimétrique pour les zones le requérant ; ces équipements sont correctement dimensionnés,
- de systèmes d'extinction automatique d'incendie dans la zone de la cuve et de la rétention associée au stockage des produits HPC.

En outre, les équipements suivants sont mis en place pour les installations nouvellement créées (notamment la cuve de déchets huiles / HPCI) :

- la cuvette de rétention de la cuve de stockage de déchets huiles usagées / déchets HPCI (cuve d'une capacité de 32 m³) est équipée d'un système de détection incendie ad hoc,
- la cuve de stockage de déchets HPCI est équipée d'une couronne d'arrosage mixte eau + émulseur (3 %) à déclenchement automatique. La mise en route de la couronne d'arrosage peut se faire également manuellement,
- la cuvette de rétention de la cuve de stockage supra est munie d'un déversoir à mousse (émulseur à 3 %) à déclenchement automatique. La mise en route du déversoir à mousse peut se faire en manuel,
- un système d'extinction fixe alimenté en mousse (émulseur à 3 %) est installé au niveau de l'aire de dépotage des déchets d'huiles usagées / HPCI.

L'injection automatique du mélange eau + émulseur sur les protections incendie suscitées est rendue possible par l'adjonction *in situ* d'un container « incendie » comprenant 1 pompe jockey (maintien de la pression ad hoc sur le réseau) et 1 groupe moto-pompe incendie suffisamment dimensionné.

La réserve d'émulseur associée est *a minima* de 115 litres avec un besoin en eau adéquat pour une durée d'extinction de 20 minutes.

Les cuves de stockage de l'établissement contenant des déchets liquides HPCI, disposent de couronnes d'arrosage en eau à fonctionnement automatique et manuel. Pour une extinction dimensionnée sur 20 minutes, l'exploitant s'assure de disposer d'une réserve en eau suffisante pour l'alimentation de chaque couronne.

ARTICLE 6.3 - RESSOURCES EN EAU POUR ASSURER LA DÉFENSE INCENDIE DE L'ÉTABLISSEMENT

En complément de l'article 10.3.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 24 février 2006 susvisé, les ressources en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir de l'établissement doivent être *a minima* de 60 m³/h pendant une durée minimale de deux heures.

Cette ressource est indépendante des débits à satisfaire pour les installations de type RIA, couronnes d'arrosage des cuves, déversoirs à mousse en rétention...

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.

En outre sur le réseau incendie privé maillé alimentant plusieurs poteaux incendie du site, l'exploitant dispose également d'un poteau incendie (devant débiter au moins 60 m³/h pendant deux heures sous 1 bar) situé à 50 mètres à l'Est des nouvelles cuves de stockage (1 de 32 m³ pour des déchets huiles / HPCI et 1 de 32 m³ pour des déchets eaux souillées BPC).

En cas d'observation d'un débit inférieur à 60 m³/h sous 1 bar, l'exploitant est tenu de mettre en œuvre des moyens et des ressources pour combler le déficit hydraulique de l'établissement.

ARTICLE 6.4 - AUTRES DISPOSITIONS PRÉVENTIVES EN MATIÈRE DE PRÉVENTION DES RISQUES

Les cuves de stockage de déchets inflammables (notamment la cuve huiles usagées / HPCI) sont équipées de clapets de surpression ou de parois soufflables, dimensionnés conformément aux normes en vigueur. Ces clapets de surpression, parois soufflables, sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

Les cuves de stockage suscitées sont mises à la terre et la conformité de ces connexions à la terre est vérifiée chaque année.

ARTICLE 6.5 - SUIVI DE LA QUALITÉ DES ÉMULSEURS

Pour les émulseurs présents et utilisables pour les moyens de lutte listés dans le présent arrêté (les émulseurs sur site ont un taux de concentration à 3 % et sont compatibles pour l'extinction de feux d'hydrocarbures et de liquides polaires miscibles à l'eau), et afin de garantir leur efficacité dans le temps, l'exploitant s'assure que les émulseurs sont conservés suivant les recommandations du fabricant. Aussi, l'exploitant remplace ses émulseurs avant l'atteinte de la date limite de validité (au-delà de laquelle, la qualité du produit n'est plus garantie).

À défaut de les remplacer, l'exploitant réalise des analyses physico-chimiques annuelles de ses émulseurs pour s'assurer de la conformité du produit par rapport aux spécifications techniques du fabricant et en particulier, l'assurance que le taux de foisonnement est toujours adéquat.

ARTICLE 6.6 - RESSOURCES HUMAINES INTERNES POUR LA LUTTE INCENDIE ET MOYENS MOBILES D'INTERVENTION DISPONIBLES

En sus des dispositions déjà applicables, l'exploitant fait en sorte qu'un effectif suffisant de pompiers mutualisés avec la plateforme de Lacq, dûment formés et habilités *a minima* en qualité d'équipiers de seconde intervention (E2I), soient présents et mobilisables sur site tant en heures

ouvrables qu'en dehors des heures ouvrables pour intervenir en cas d'incendie. L'exploitant est en mesure de justifier de la suffisance dudit effectif pour réaliser les tâches de 2nde intervention selon une cinétique compatible avec le développement d'un incendie. Le délai d'intervention après déclenchement du sinistre des pompiers est défini par l'exploitant et la plateforme de Lacq par une convention.

Afin de renforcer l'effectif d'intervention en cas de besoin, l'exploitant garantit que des E2I peuvent être mobilisables rapidement (système d'astreinte mis en place...).

Les E2I réalisent périodiquement des exercices de mise en situation d'incendie et dans ce cadre, le déploiement de matériels de 1^{re} intervention (RIA, extincteurs...) et de seconde intervention (lances à eau à raccorder aux poteaux / bouches incendie, etc.) est systématiquement effectué par chacun des équipiers d'intervention (et ce, *a minima* à fréquence semestrielle). Les délais d'intervention sont suivis et consignés dans les comptes rendus d'exercices.

L'exploitant s'assure de disposer également en nombre suffisant, et au plus près des zones à protéger pour limiter les temps de déploiement, de linéaire de tuyaux souples incendie destinés à être connectés aux poteaux / bouches incendie de l'établissement, valorisés pour la défense incendie interne de l'établissement.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment le respect des présentes dispositions.

ARTICLE 6.7 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS - CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE

Les dispositions de l'article 4.7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 24 février 2006 susvisé sont annulées et remplacées par les suivantes :

En cas de sinistre, les eaux d'extinction d'incendie potentiellement polluées doivent être retenues sur le site afin d'éviter toute pollution.

La capacité minimale à garantir, pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être de 170 m³. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué sur des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

Afin de le garantir, le confinement des eaux d'extinction d'incendie est assuré par un bassin de confinement situé au Nord du site.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction.

Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site (isolement par rapport au milieu naturel) sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux de tuyauteries enterrées valorisés en tant que telles, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction. Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise aux fréquences idoines, une inspection télévisuelle interne de celles-ci et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de

désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réfection.

Les eaux s'écoulent dans le bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu naturel qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié.

ARTICLE 6.8 - PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À L'UTILISATION DE NH_3

Pour le traitement des fumées d'incinération, l'exploitant stocke de l'eau ammoniacale (concentrée au plus à 25 %) dans une cuve aérienne double enveloppe d'une capacité de 5 m³.

Au niveau de la zone de stockage d'ammoniaque, la zone de dépotage d'ammoniaque et des zones de transferts / panoplies NH_3 , un système de détection gaz (NH_3) est judicieusement disposé ; ce dispositif de détection est vérifié tous les 6 mois ainsi que les asservissements associés.

En outre en cas de détection NH_3 sur les zones supra, les dispositifs de sécurité suivants sont déclenchés :

- mise en route des rampes d'aspersion au niveau de la zone de dépotage de l'eau ammoniacale et au niveau de la zone de stockage de celle-ci.

Le déclenchement automatique asservi à la détection est à privilégier. Si la mise en route des rampes d'aspersion nécessite une action manuelle, des procédures et fiches réflexe doivent décrire les modalités de mise en œuvre de ces moyens (seuils de déclenchement, personnels en charge des actions à engager, temps de réaction...).

Les moyens d'aspersion prescrits ci-dessus sont correctement dimensionnés, entretenus et vérifiés selon les périodicités requises. Dans tous les cas et *a minima* une fois par an, l'ensemble des systèmes d'aspersion NH_3 font l'objet de vérifications de bon fonctionnement (absence de buses obstruées, essai en eau pour s'assurer de la suffisance de la portée des systèmes d'aspersion).

L'ensemble des vérifications et maintenances font l'objet d'une traçabilité et les résultats de ces contrôles sont consignés et depuis à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'anomalies observées lors de ces vérifications et maintenances, l'exploitant définit un plan d'actions pour y remédier dans des délais courts et en l'attente de l'effectivité des actions correctives, des mesures compensatoires sont définies par l'exploitant.

ANNEXE II – Liste des codes déchets admissibles sur site

La liste des codes déchets admissibles au sein de l'établissement est la suivante, sous réserve de conformité avec les caractéristiques des déchets admis listés en section 4.3.3 :

02	DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
02 01	<i>déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche</i>
02 01 01	boues provenant du lavage et du nettoyage
02 02	<i>déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale</i>
02 02 01	boues provenant du lavage et du nettoyage
02 02 04	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 03	<i>déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses</i>
02 03 01	boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation
02 03 05	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 04	<i>déchets de la transformation du sucre</i>
02 04 03	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 05	<i>déchets provenant de l'industrie des produits laitiers</i>
02 05 02	boues provenant du traitement in situ des effluents
02 07	<i>déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)</i>
02 07 05	boues provenant du traitement in situ des effluents
03	DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 03	<i>déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier</i>
03 03 05	boues de désencrage provenant du recyclage du papier
03 03 10	refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique
03 03 11	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10
04	DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE
04 01 05	liqueur de tannage sans chrome
04 01 06	boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, contenant du chrome
04 01 07	boues, notamment provenant du traitement in situ des effluents, sans chrome
04 02	<i>déchets de l'industrie textile</i>
04 02 19*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
04 02 20	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19

05	DÉCHETS PROVENANT DU RAFFINAGE DU PÉTROLE, DE LA PURIFICATION DU GAZ NATUREL ET DU TRAITEMENT PYROLYTIQUE DU CHARBON
05 01	déchets provenant du raffinage du pétrole
05 01 03*	boues de fond de cuves
05 01 06*	boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements
05 01 09*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
05 01 10	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09
05 01 13	boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières
05 07	déchets provenant de la purification et du transport de gaz naturel
05 07 02	déchets contenant du soufre
06	DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE MINÉRALE
06 05	boues provenant du traitement in situ des effluents
06 05 02*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
06 05 03	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02
06 06	déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant du soufre, de la chimie du soufre et des procédés de désulfuration
06 06 02*	déchets contenant des sulfures dangereux
06 07	déchets provenant de la FFDU des halogènes et de la chimie des halogènes
06 07 02*	déchets de charbon actif utilisé pour la production du chlore
06 13	déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs
06 13 02*	charbon actif usé (sauf rubrique 06 07 02)
06 13 03	noir de carbone
07	DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE
07 01	déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base
07 01 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 01 03*	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 01 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 01 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 01 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 01 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 01 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11
07 02	déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques
07 02 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 02 03*	solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques halogénés
07 02 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques

07 02 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 02 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 02 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 02 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11
07 03	déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11)
07 03 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 03 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 03 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 03 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 03 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 03 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11
07 04	déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides
07 04 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 04 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 04 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 04 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 04 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 04 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11
07 05	déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques
07 05 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 05 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 05 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 05 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 05 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 05 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11
07 06	déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques
07 06 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 06 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 06 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 06 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 06 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 06 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11
07 07	déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non

	<i>spécifiés ailleurs</i>
07 07 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07 07 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07 07 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07 07 10*	autres gâteaux de filtration et absorbants usés
07 07 11*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
07 07 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11
08	DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET ENCRE D'IMPRESSION
08 01	déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis
08 01 11*	déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
08 01 12	déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11
08 01 13*	boues provenant de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses
08 01 14	boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13
08 01 15*	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses
08 01 16	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15
08 01 19*	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses
08 01 21*	déchets de décapants de peintures ou vernis
08 03	déchets provenant de la FFDU d'encre d'impression
08 03 07	boues aqueuses contenant de l'encre
08 03 08	déchets liquides aqueux contenant de l'encre
08 03 12*	déchets d'encre contenant des substances dangereuses
08 03 14*	boues d'encre contenant des substances dangereuses
08 03 19*	huiles dispersées
08 04	déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité)
08 04 11*	boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
08 04 12	boues de colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 11
08 04 13*	boues aqueuses contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
08 04 14	boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13
08 04 15*	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
08 04 16	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15
08 04 17*	huile de résine

10	DÉCHETS PROVENANT DE PROCÉDÉS THERMIQUES
10 01	déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)
10 01 20*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
10 01 21	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20
10 01 22*	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières contenant des substances dangereuses
10 01 23	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22
10 01 24	Sable provenant de lit fluidisé
10 02	déchets provenant de l'industrie du fer et de l'acier
10 02 14	boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13
10 02 15	autres boues et gâteaux de filtration
10 03	déchets de pyrométallurgie de l'aluminium
10 03 27*	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
11	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01	déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple, procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation)
11 01 12	liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11
11 01 13*	déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses
11 01 14	déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13
11 01 15*	éluats et boues provenant des systèmes à membrane et des systèmes d'échange d'ions contenant des substances dangereuses
11 01 16*	résines échangeuses d'ions saturées ou usées
12	DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES
12 01	déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 07*	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)
12 01 09*	émulsions et solutions d'usinage sans halogènes
12 01 10*	huiles d'usinage de synthèse
12 01 12*	déchets de cires et graisses
12 01 14*	boues d'usinage contenant des substances dangereuses
12 01 19*	huiles d'usinage facilement biodégradables
12 03	déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11)
12 03 01*	liquides aqueux de nettoyage
12 03 02*	déchets du dégraissage à la vapeur
13	HUILES ET COMBUSTIBLES LIQUIDES USAGÉS (sauf huiles alimentaires et huiles figurant aux chapitres 05, 12 et 19)

13 01	huiles hydrauliques usagées
13 01 05*	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)
13 01 10*	huiles hydrauliques non chlorées à base minérale
13 01 11*	huiles hydrauliques synthétiques
13 01 12*	huiles hydrauliques facilement biodégradables
13 01 13*	autres huiles hydrauliques
13 02	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées
13 02 04*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale
13 02 05*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale
13 02 06*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques
13 02 07*	huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification facilement biodégradables
13 02 08*	autres huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification
13 03	huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés
13 03 07*	huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale
13 03 08*	huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques
13 03 09*	huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables
13 03 10*	autres huiles isolantes et fluides caloporteurs
13 04	hydrocarbures de fond de cale
13 04 01*	hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale
13 04 02*	hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles
13 04 03*	hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation
13 05	contenu de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 01*	déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 02*	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 03*	boues provenant de déshuileurs
13 05 06*	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 07*	eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13 05 08*	mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures
13 07	combustibles liquides usagés
13 07 01*	fuel oil et diesel
13 07 03*	autres combustibles (y compris mélanges)
13 08	huiles usagées non spécifiées ailleurs
13 08 02*	autres émulsions
14	DÉCHETS DE SOLVANTS ORGANIQUES, D'AGENTS RÉFRIGÉRANTS ET PROPULSEURS (sauf chapitres 07 et 08)

14 06	déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols/de mousses organiques
14 06 05*	boues ou déchets solides contenant d'autres solvants
16	DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE
16 01	<i>véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tous terrains) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08)</i>
16 01 13*	liquides de frein
16 01 14*	antigels contenant des substances dangereuses
16 01 15	antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14
16 07	<i>déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)</i>
16 07 08*	déchets contenant des hydrocarbures
16 07 09*	déchets contenant d'autres substances dangereuses
16 10	<i>déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site</i>
16 10 01*	déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses
16 10 02	déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01
16 10 03*	concentrés aqueux contenant des substances dangereuses
16 10 04	concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03
17	DÉCHETS DE CONSTRUCTION ET DE DÉMOLITION (Y COMPRIS DÉBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINÉS)
17 03	<i>mélanges bitumineux, goudron et produits goudronnés</i>
17 03 01*	mélanges bitumineux contenant du goudron
17 03 02	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01
17 03 03*	goudron et produits goudronnés
19	DÉCHETS PROVENANT DES INSTALLATIONS DE GESTION DES DÉCHETS, DES STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX USÉES HORS SITE ET DE LA PRÉPARATION D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE ET D'EAU À USAGE INDUSTRIEL
19 01	<i>déchets de l'incinération ou de la pyrolyse de déchets</i>
19 01 06*	déchets liquides aqueux provenant de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux
19 01 10*	charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées
19 02	<i>déchets provenant des traitements physico-chimiques des déchets (notamment, déchromatation, décyanuration, neutralisation)</i>
19 02 05*	boues provenant des traitements physico-chimiques contenant des substances dangereuses
19 02 06	boues provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05
19 02 07*	hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation
19 02 08*	déchets combustibles liquides contenant des substances dangereuses

19 02 09*	déchets combustibles solides contenant des substances dangereuses
19 02 10	déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09
19 04	déchets vitrifiés et déchets provenant de la vitrification
19 04 04	déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés
19 06	déchets provenant du traitement anaérobie des déchets
19 06 03	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux
19 06 04	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux
19 06 05	liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux
19 06 06	digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux
19 08	déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs
19 08 05	boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
19 08 06*	résines échangeuses d'ions saturées ou usées
19 08 07*	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions
19 08 09	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires
19 08 10*	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09
19 08 11*	boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles
19 08 12	boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11
19 08 13*	boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles
19 08 14	boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13
19 09	déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine ou d'eau à usage industriel
19 09 02	boues de clarification de l'eau
19 09 06	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions
19 11	déchets provenant de la régénération de l'huile
19 11 03*	déchets liquides aqueux
19 11 04*	déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases
19 11 05*	boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses
19 11 06	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05
19 12	déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs
19 12 09	Minéraux (par exemple sable, cailloux)
19 13	déchets provenant de la décontamination des sols et des eaux souterraines
19 13 03*	boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses

19 13 04	boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03
19 13 05*	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses
19 13 06	boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05
19 13 07*	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses
19 13 08	déchets liquides aqueux et concentrés aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que ceux visés à la rubrique 19 13 07
20	DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCES, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT
20 01	<i>fractions collectées séparément sauf section 15 01</i>
20 01 25	huiles et matières grasses alimentaires
20 01 26*	huiles et matières grasses autres que celles visées à la rubrique 20 01 25
20 01 27*	peinture, encres, colles et résines contenant des substances dangereuses
20 01 28	peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27
20 01 29*	détergents contenant des substances dangereuses
20 01 30	détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29
20 03	<i>autres déchets municipaux</i>
20 03 04	boues de fosses septiques
20 03 06	déchets provenant du nettoyage des égouts

